

Préface

Depuis les aurores de la philosophie, les penseurs se sont interrogés sur la nature des sociétés humaines et du sens qu'il fallait conférer à la coexistence des êtres humains dans la cité. Ce n'est pas une question futile et de maigre importance. Elle cherche non seulement des explications à la nature du pouvoir, mais elle veut aussi donner aux hommes une bonne raison qui fonde leur travail et leur engagement au service d'une collectivité. Des tyrannies aux dictatures, des ploutocraties aux oligarchies, des empires féodaux aux empires coloniaux, la domination des hommes sur les hommes a pris beaucoup de formes et modelé beaucoup de servitudes. D'innombrables règnes et républiques se sont succédé dans le temps, ont atteint des apogées et se sont évanouis dans la décrépitude ou les catastrophes. Des sociétés de castes et de classes ont émergé, des régimes esclavagistes et

féodaux, colonialistes et impérialistes ont soumis une grande partie de l'humanité à une existence précaire, famélique, indigne.

À ce jour, le genre humain n'a pas trouvé une manière de vivre ensemble qui permettrait à tous – également – de se nourrir et de mener une vie modestement heureuse et exempte des soucis existentiels les plus élémentaires. La rapine de quelques-uns a servi de prétexte à une interprétation faussement darwiniste « de l'émergence des meilleurs, de la victoire des élites », alors que le vrai darwinisme vise simplement une survivance des plus adaptés. Or, avec le brigandage actuel de ses ressources naturelles, l'espèce humaine risque, à plus ou moins courte échéance, d'arriver à une inadaptation totale, d'autant plus qu'elle se menace elle-même de stocks nucléaires incontrôlables et fatidiques.

Au milieu du XIX^e siècle, Karl Marx a sonné un tocsin dont les échos se perdent aujourd'hui. Il faut revenir sur nos pas et contempler, sans préjugés et rationnellement, les possibilités de transformer de fond en comble les prémisses et les conclusions de notre vie en commun.

C'est dans cette perspective que j'ai entrepris de soumettre les institutions européennes à une critique qui se veut constructive. Au risque de devenir bientôt l'autopsie d'un cadavre, cette critique doit viser un changement complet de paradigme, une fondamentale re-construction de l'appareil. Cela vaut la peine, car les peuples d'Europe méritent de revenir à un siècle de lumière, à une vision de temps éclairés.

Bruxelles, le 30 septembre 2020

Notice introductive

Ce livre n'est ni une rétrospective historique, ni une analyse journalistique de ce qu'a été l'Union européenne dans son évolution. Ce genre de travail a été fait à de multiples reprises par de nombreux auteurs avec plus ou moins de perspicacité et de vigueur. Il n'est pas non plus un recueil d'anecdotes, à travers lesquelles se déroulerait le fil du devenir. Malheureusement, beaucoup des formations vers lesquels l'Europe a évolué se situent au niveau du hasard anecdotique, de l'intervention ponctuelle et stochastique de tel ou tel individu. C'est même une de ses dimensions les plus caractéristiques, à y voir de près. Souvent, les protagonistes de son Histoire se prévalent de cette « inventivité » qui serait la leur. Ils racontent un clin d'œil entre Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, une hypocrite complicité entre Helmut Kohl et François Mitterrand, une poignée de main entre Donald Trump et Jean-Claude Juncker...

L'accumulation de bricolages qui en résulte est une maquette de ce qu'est cette Union de nos jours. Elle ressemble à un édifice qui aurait été assemblé par de nombreux architectes, dont chacun surimposait des pans de mur à ce que ses prédécesseurs avaient conçu. Cela donne une sorte d'immense palais tibétain, avec un sous-sol dérobé, des escaliers murés, un balcon ajouté par-ci, et par-là une galerie pendue dans le vide.

C'est le résultat de ce que nos politiciens appellent fièrement leur pragmatisme ou, d'un terme plus sophistiqué, leur ingénierie sociale. Se prévalant d'un adage qui a pris ses origines dans le bon sens bourgeois, « La politique est la science du possible », ils ont, chaque fois qu'ils se trouvaient à un embranchement, négocié des compromis, concédé des artefacts, érigé des coulisses. Aujourd'hui le public s'étonne parfois de la tour de Babel qui émerge des brouillards.

Lorsqu'on jette un regard rétrospectif sur l'Histoire, on constatera que les grandes réalisations que nous contemplons en elle sont nées d'idées-phares. Les Pharaons d'Égypte avaient une vision lucide de leur vocation et de leur perpétuation. Périclès projetait la cité grecque selon un concept précis, dont lui-même circoncrivait les contours. De même plus tard César Auguste, ou Charlemagne, ou Louis XIV, ou Saint-Just, ou Napoléon, ou Bismarck. Ils n'abandonnaient pas la construction de leurs sociétés aux vicissitudes du moment.

Sans vouloir faire présider à l'Histoire une Raison universelle préétablie, une sorte de moule hégélien dans lequel tout devrait venir se couler,

il faut, à un moment donné, que toute *politeia* se dote d'un projet de forme. C'est à ce titre que doit intervenir une analyse philosophique des concepts et des intentions qui ont présidé à la construction de l'Union européenne.

Le Golem qui est sorti, cahin cahan, des éprouvettes de nos alchimistes ne paraît pas, sous sa forme actuelle, viable à la longue. Il ne faudra pas pour autant le renier entièrement, mais il devra, par l'inertie de ses propres défauts, s'écrouler et s'écraser sous son poids. Les premiers signes de décomposition se sont manifestés dans l'étrange péripétie du Brexit, où, tout à coup, la classe politique britannique s'est rendu compte qu'elle ne pourrait pas s'assujettir à une souveraineté centrale plus prononcée et a donc décidé de se défaire des chaînes transnationales.

Dans les milieux politiques, la réflexion philosophique a une renommée ambiguë : ou elle passe pour un jargon abstrus et complètement impénétrable au commun des mortels – et à ce titre elle est censée inoffensive – ou elle apparaît comme un délire utopique qu'on peut cantonner dans les universités et les cénacles « *ad hoc* ». Elle demeure, à ce titre, lointaine et vouée à l'amusement intellectuel de quelques esprits tordus. Comme philosophie « pratique » servent alors les banalités et les clichés de la rue, une sorte de *doxa*, contente et heureuse de ses effets rhétoriques.

Cette conception superficielle est dangereuse. Les dictateurs de tous les temps et de tous les acabits avaient compris, eux. En général, la première chose qu'ils faisaient en arrivant au pouvoir, c'était de se débarrasser des têtes pensantes. Les exemples sont

innombrables dans l'Histoire. Depuis Denis de Syracuse jusqu'à Henry VIII d'Angleterre et Staline, les tyrans se rendaient compte de l'influence à leurs yeux néfaste que pouvaient exercer sur le pouvoir les penseurs courageux, qui leur tenaient un miroir en face.

Quant au rôle prétendument utopique qu'occupaient les philosophes dans le passé, il faut bien reconnaître aujourd'hui que jamais utopies n'ont été plus fécondes et réalistes que ce qui a été conçu dans la parfaite abstraction. Évidemment, ni la « République » de Platon, ni la « Cité du Soleil » de Campanella n'ont jamais vu le jour nulle part, mais d'autre part l'histoire de la philosophie regorge d'exemples où de grands penseurs ont anticipé ce qui nous paraît, à nous et à nos contemporains, aller de soi. Ainsi en est-il de la libération des esclaves, préconisée par les Stoïciens, du suffrage universel, voulu par Rousseau, du vote des femmes, prévu par Marx, de l'abolition de la peine de mort, thématifiée par Foucault, et de nombreuses autres « conquêtes » du progrès. On peut dire que l'élaboration de la théorie étatique et sociétale se faufila comme un fil d'Ariane à travers la pensée des philosophes de tous les âges. Un livre qui retrace à merveille les méandres de cette gestation est l'ouvrage monumental d'Ernst Bloch : *Le Principe Espoir*. On y assiste à la lente fermentation et à la décantation des concepts philosophiques de base qui, à travers mainte mutation et de multiples élans, ont émergé finalement comme des marques incontournables de notre politique actuelle.

L'analyse que nous menons à travers ce livre tourne autour de deux concepts fondamentaux, sans

lesquels aucune formation étatique contemporaine ne peut exister, celui de « démocratie » et celui, corrélatif, de « souveraineté ». L'Union européenne, dans sa forme actuelle, est bancal sur ces deux piliers. Elle ne tient debout ni sur l'un ni sur l'autre. De ce fait, elle titube de crise en crise, risquant de tomber à chaque pas, à moins d'accomplir des tours de force ou des tours de passe-passe sur des questions aussi essentielles que l'acceptation populaire, l'état de droit, la dette souveraine, la monnaie unique, la fiscalité, la politique étrangère cohérente, la protection des frontières, le droit d'asile et d'autres questions enracinées dans les fondements.

Nous ne voulons pas apparaître comme des adversaires stupidement nationalistes, voire régionalistes, d'une Europe (dés)unie. Bien au contraire, l'idée grandiose – et historiquement incontournable – d'une union du continent nous a tenu à cœur depuis nos premiers élans intellectuels. Nous voulons construire une Europe viable et digne de ce nom. Et c'est précisément au nom de ce principe qu'une révolution copernicienne de toute la théorie s'impose. C'est dans cette perspective qu'il faut lire ce livre.

Quand une maison a été mal construite, et que de ce fait elle risque de s'écrouler à tout moment, il vaut mieux démolir et recommencer sur des épures solides. Dans le cas d'un édifice politique, cela ne signifie pas nécessairement perdre tout ce qui a été fait. Des pans entiers du vieux bâtiments sont sans doute réutilisables. Mais le plan de base doit être revu de fond en comble. Pour rester dans la métaphore des bâtisseurs, on sait désormais que les

concepts architecturaux évoluent au cours des âges. Au ^{xxi} siècle on construira une maison bien isolée et faible en consommation d'énergie. L'image vaut pour la politique. Une démocratie de notre époque doit être communicationnelle et transparente. Elle doit contrôler les flux financiers qui distordent habituellement l'économie et la politique. Elle doit être écologique à longue échéance et rendre la propriété immobilière et la sécurité existentielle accessibles aux plus modestes. Toutes choses qui ne sont aucunement garanties par le monstre polycéphale issu des collages et bricolages de nos bureaucratiques colporteurs.

Certains constitutionnalistes ou professeurs de sciences politiques défendent le point de vue que les pactes européens successifs auraient inventé une nouvelle forme de conglomerat plurinational, ni fédéral, ni confédéral, ni centraliste, ni unitaire. Il s'agirait d'une association de souverainetés morcelées, engageant une cohabitation volontaire, mais suspensive, à la recherche de majorités variables, tâtonnant leur chemin dans des compromis infiniment méandreux. Ce serait l'exemple d'une communauté libertaire, invention du ^{xx} siècle, née sous une nouvelle forme de contrat social. Cette construction correspondrait à ce que le libéralisme éclairé, allié à son homologue, le capitalisme avancé, auraient inventé de mieux pour faire avancer l'Histoire. Il s'agirait d'une sorte de sursomption dialectique, alliant la liberté des souverainetés à l'efficacité de l'action collective.

Remarquons que cette théorisation s'insère parfaitement dans la définition traditionnelle de la

liberté bourgeoise, prétendant allier liberté individuelle et bien-être de tous. Nous sommes dans le vieux rêve optimiste de Mandeville où l'égoïsme des riches était censé faire le bonheur des pauvres, ou bien dans l'exaltation des premiers économistes écossais qui prenaient « les vices privés pour des bienfaits publics ». C'était l'âge où les « souverains éclairés » pensaient pouvoir céder de petites parts de leurs prérogatives et faire le bonheur de leurs sujets par de bienveillantes concessions à leurs prétentions légitimes.

En cela ils étaient contraints à de grands écarts qui les amenaient en général à la rupture, c'est-à-dire à un retour réactionnaire aux vieilles formes de l'absolutisme. Le roi de Prusse, le tsar de Russie, l'empereur d'Autriche-Hongrie ont tous fait l'expérience que la puissance souveraine se partage difficilement, et que, si on la partage avec le peuple, elle mène à des conflits inexorables.

Ce livre essayera de montrer que la vue christianocorporatiste, qui a présidé aux destins du continent, sous les auspices d'un capitalisme monopoliste américain s'appuyant sur le modèle néo-libéral comme boussole, a fait son temps, à l'instar des monarchies éclairées du XVIII^e. Il doit être remplacé par une entité politico-sociale reconceptualisée, proche du peuple et de ses aspirations, réalisant naturellement – cela veut dire dans une genèse *autopoïétique* – des structures communicationnelles. C'est la raison pour laquelle nous ne nous sommes pas limités à critiquer les manquements, mais nous avons ajouté un chapitre intitulé *Que Faire ?*, afin de ne pas nous soustraire à l'obligation morale de proposer, au lieu de seulement démolir.